

avril, mai, juin 2014

trimestriel du Centre  
d'Information et  
d'Éducation Populaire  
du M. O. C. de Bruxelles

N° d'agrégation : P701101

n°88

E D I T O

## LES ÉLECTIONS... ET APRÈS ?

*Anne-Françoise Theunissen  
Présidente du MOC-Bruxelles*

Il y a urgence à lutter contre le chômage et la pauvreté, à créer des emplois, à sortir les travailleurs et travailleuses des emplois précaires. En 2013, la Belgique dénombrait 580.000 demandeurs d'emploi (80.000 de plus qu'en 2012) soit 11,5% de la population active, selon le rapport ONEm. De précarités en précarités, de nombreux travailleurs restent englués dans l'incertitude.

Les politiques néo-libérales menées avec cynisme introduisent de nouvelles normes de gestion budgétaire assorties de limitations, voire de suppression des droits conquis par les travailleurs et travailleuses. De l'Europe à l'Etat fédéral et à nos pouvoirs régionaux, les mesures prises depuis la crise visent à accroître la libéralisation des marchés économiques et financiers en même temps que la privatisation des services publics. Au lieu d'améliorer la situation, ces politiques renforcent les inégalités sociales et salariales.

Inverser ces tendances, retrouver nos rapports de force, tels sont les objectifs que le MOC porte dans et au-delà de cette campagne électorale. Les décisions politiques sont interdépendantes, de l'Europe aux régions. Il nous faut changer de cap, ouvrir un débat démocratique sur les politiques économiques et sociales, pour sortir des politiques néolibérales, combattre l'austérité, éradiquer les inégalités par la redistribution des richesses. Dans cette perspective, nous avons interrogé trois candidats au Parlement Européen sur les alternatives à l'austérité, sur l'harmonisation fiscale européenne et sur l'opposition aux accords de libre-échange qui donneront tout pouvoir aux multinationales.

**Et pour la Région Bruxelles-Capitale ?** Elle est considérée comme prospère, forte d'une activité économique diversifiée, ouverte aux

institutions internationales et attractive en emplois pour les Régions flamande et wallonne. Mais en même temps, la Région est confrontée à une forte concentration de graves problèmes sociaux, de logement, de santé. Près de 21% de la population active se retrouve au chômage et seulement 46% des emplois sont occupés par des Bruxellois. L'enseignement rencontre aussi de nombreuses difficultés, liées aux discriminations envers les populations immigrées, au manque de place dans les écoles maternelles et primaires, à la compétition entre écoles. Plus d'un jeune sur quatre quitte l'école prématurément, sans diplôme.

C'est dans ce contexte que notre Mémoire a été conçu, associant les organisations d'éducation permanente, syndicales, mutuellistes et les militantes et militants engagés dans l'action collective. Il s'adresse à tous les candidats et candidates progressistes, soucieux de construire une Région où le bien-être de la population prime sur les plus values financières et les intérêts individuels.

Pour répondre aux défis actuels, il nous faut redonner de l'ampleur aux projets progressistes, lutter contre les ravages du capitalisme et adopter des politiques à négocier dans le cadre de la sixième réforme.

La Région a de nombreux atouts, sa jeunesse, sa diversité, son multilinguisme, sa taille humaine, son ouverture internationale. Ces atouts doivent servir un projet de développement social et urbain, en associant toutes les couches de sa population, porteuses de nouveaux contrats solidaires, ancrés dans la recherche d'égalité et d'émancipation.

<sup>1</sup> Analyse de l'IPP (1995/2012) : accroissement de la pauvreté dans les 19 communes de la Région



# ELECTIONS ET CRISE ECONOMIQUE GRAVISSIME

## Introduction au mémorandum du MOC de Bruxelles

*Le texte complet, avec nos revendications par matière régionale, est disponible sur notre site internet [www.ciep-mocbxl.be](http://www.ciep-mocbxl.be) ou sur demande au 02/ 557 88 36*

« Les prochaines élections conjointes (européennes, fédérales et régionales) de mai 2014 s'inscrivent dans une crise globale, à la fois économique, sociale, environnementale, institutionnelle, qui affecte directement tous les niveaux de pouvoirs et dont la gravité s'est dramatiquement accentuée avec l'effondrement en 2008 du secteur bancaire et financier »<sup>1</sup>.

La Région bruxelloise est confrontée à une situation paradoxale. Son économie la place au troisième rang des régions les plus riches de l'Union Européenne. C'est le résultat d'une concentration importante d'activités internationales, financières et commerciales, situées pourtant sur un territoire assez exigu. Bruxelles est non seulement le siège de nombreuses sociétés et d'institutions politiques nationales ou internationales, mais également le lieu d'une activité socio-économique intense assurée par quelques 33.000 entreprises, des PME pour la toute grande majorité. Premier bassin d'emplois, dont 56% sont occupés par des personnes ayant un diplôme d'enseignement supérieur et/ou universitaire, la Région bruxelloise concentre, cependant, le taux de chômage le plus important du pays.

### Région de Bruxelles : une dualisation de plus en plus profonde

Par ailleurs, ces richesses sont inégalement réparties parmi sa population et sur son territoire. Les inégalités sociales sont grandes et la Région connaît une dualisation de plus en plus profonde. Les besoins sociaux sont criants, en particulier dans de nombreux quartiers du centre de la région, appelés le « Croissant pauvre ». Dans ces quartiers, un universitaire a trois fois moins de chance de trouver un emploi, une femme, quel que soit son diplôme ou certificat, a quatre fois moins de chance d'accéder au travail. Et que dire de l'échec scolaire plus marqué dans la Région bruxelloise que dans les autres régions ?

Ces constats aggravés par les prévisions démographiques régionales interpellent tous les acteurs, tous les responsables, qu'ils soient engagés dans l'action sociale, dans l'action culturelle, dans l'intervention politique ou dans la négociation socio-économique.

Les enjeux qui se posent pour la triple élection de 2014 sont de même nature aux trois niveaux de pouvoir que nous sommes appelés à renouveler. Quel modèle de société souhaitons-nous : un modèle libéral du « tout au marché », un modèle de solidarité concertée, un modèle de concentration étatique ou para étatique, un modèle morcelé ?

En tout état de cause, l'analyse des évolutions sociales et sociétales mettent en avant plusieurs phénomènes qui ont pour nom marchandisation, austérité, complexification des règles et appellent en miroir une vision de solidarité, de droit, de justice et d'égalité.

### Une Europe sans dimension sociale

L'ensemble des pays de l'Union européenne – et plus spécialement de la zone euro – est en train de vivre un appauvrissement et une régression sociale d'ampleur historique.

La vraie pauvreté, concrète et désespérée, a désormais refait son apparition en Europe. Selon les calculs effectués par Eurostat et le Parlement européen pour 2011, et donc déjà largement dépassés, l'Union européenne compte 500 millions d'habitants, parmi lesquels :

- 120 millions (24%) sont menacés par la précarité ou l'exclusion sociale,
- 50 millions (10%) vivent dans un foyer où personne ne travaille,
- 43 millions (8,6%) n'ont pas les moyens d'acheter de quoi se nourrir convenablement,
- au moins 4,1 millions (0,82%) sont sans-abri.

En Allemagne : le taux de pauvreté vient de battre un nouveau record : un Allemand sur 7 est pauvre. L'une des raisons pour lesquelles l'économie allemande affiche des résultats macro-économiques relativement satisfaisants, notamment pour le chômage (5,8% de taux de chômage officiel), tient dans les réformes du marché du travail dites "réformes Hartz".

<sup>1</sup> « Positionnement stratégique du MOC dans la perspective des élections européennes, fédérales et régionales de mai 2014 » Conseil politique de décembre 2013



Le chômage n'est pas seul responsable de la pauvreté des Européens. Le sous-emploi en est aussi l'une des principales causes. Les dirigeants d'entreprises, mis sous pression par des actionnaires de plus en plus cupides, exploitent une main-d'œuvre désespérée et prête à accepter n'importe quel type de travail : emplois de mauvaise qualité et sous-payés, « petits boulots » de quelques heures par semaine, « stages payés », une misère que l'on propose aux jeunes diplômés pendant un an avant de les chasser pour leur substituer un nouveau jeune diplômé<sup>2</sup>.

Nombreux sont les citoyens, citoyennes et milieux associatifs indignés par l'adoption du TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance) au Parlement régional bruxellois, comme dans les autres enceintes parlementaires du pays. Nous attendons d'un nouveau Parlement bruxellois qu'il soit autonome dans les ratifications de Traités et particulièrement en ce qui concerne le Traité Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (TTIP en anglais), véritable attaque menée dans l'intérêt des grandes entreprises contre les normes sociales, environnementales et économiques des Etats membres de l'Union. Riches et pauvres : des politiques équitables pour les plus fragiles ?

## Les priorités du MOC

### Pour le MOC

Il faut redonner du souffle et de l'ampleur aux projets progressistes, solidaires et durables, pour Bruxelles, en les intégrant et en les finançant à tous les niveaux de pouvoir.

A la suite de la 6ème réforme de l'Etat belge, les Régions et Communautés exerceront de nouvelles et importantes compétences. Nous insistons pour qu'elles débouchent sur des politiques plus équitables pour les habitant(e)s de la Région bruxelloise, avec une attention particulière pour les plus fragiles. Comme dans d'autres grandes villes européennes, le fossé entre riches et pauvres se creuse entre la Région Bruxelloise et les deux autres grandes Régions.

## Un contrat de solidarité et d'avenir pour tous les citoyens et citoyennes bruxellois ?

Nous plaillons pour un projet qui engage les pouvoirs publics et les Bruxellois et Bruxelloises par un contrat de solidarité et d'avenir. Les termes de ce contrat doivent être proposés puis définis après de larges débats publics associant les organisations sociales et économiques, les mandataires politiques, les habitants et les associations. Un projet qui transforme Bruxelles en une Région réellement diversifiée, créatrice, productrice de bien-être pour tous, plus autonome, plus égalitaire, plus à l'écoute de ses habitants.

Afin de répondre aux défis qui se présentent à notre ville-Région, il s'agira d'investir dans ses atouts: sa diversité, la jeunesse de sa population, son multilinguisme, sa taille humaine et les nombreux emplois qu'elle procure. Mais il conviendra également d'instaurer des coopérations fructueuses avec les autres Régions et avec les Communautés dans leurs compétences respectives.

Nous revendiquons un modèle urbain dans lequel le développement économique ne se fonde pas sur la concurrence et les inégalités, mais bien sur la coopération et les services collectifs. Il nous faut également créer un modèle de gestion des nouvelles compétences transférées par la 6e réforme de l'Etat qui fasse droit à la gestion paritaire. Mais ceci suppose le respect des exigences de justice et d'égalité sociale dans les politiques futures. Nous voulons promouvoir une croissance réellement qualitative, pour tous, des modes de développements durables, solidaires et citoyens et des politiques favorisant la cohésion sociale.

Nos revendications concrètes en matière d'emploi, de santé, de logement, d'énergie, d'urbanisme, de mobilité et de petite enfance sont disponibles sur notre site internet [www.ciep-mocbxl.be](http://www.ciep-mocbxl.be)

## Quelques exemples des priorités et revendications du MOC Bruxelles :

### Accompagner les chômeurs, pas les stigmatiser

- La mission d'Actiris, avec des moyens renforcés, doit être prioritairement centrée sur l'accompagnement des chômeurs et chômeuses, pour conduire autant que possible celui-ci à l'emploi.
- Aucune sanction ne doit être infligée aux demandeurs et demandeuses d'emploi sans qu'un emploi convenable leur ait été présenté, avec le contrôle des organisations syndicales.
- Le Gouvernement régional doit intervenir auprès du Gouvernement fédéral pour retirer les mesures prises durant cette législature sur la dégressivité des allocations de chômage.

<sup>2</sup> source : <http://www.reuters.com/article/2012/02/08/us-germany-jobs-idUSTRE8170P120120208>



## Construire l'avenir de Bruxelles avec, pour et par les jeunes

- La Région et les employeurs doivent s'engager à promouvoir une grande campagne de création d'emplois pour les jeunes bruxellois(e)s, en prenant spécialement en considération les publics des quartiers les moins favorisés. Il faut permettre l'accès des jeunes à des emplois stables, à temps plein, à durée indéterminée et enrayer le carrousel d'occupations précaires.
- Le retrait des décisions communales concernant la responsabilité des jeunes à partir de 14 ans pour les SAC (sanctions administratives communales), dans le cadre d'une politique coordonnée au niveau régional.

## Créer des emplois de qualité à Bruxelles

- Investir dans les activités porteuses d'emploi non-délocalisables, liées à l'environnement, la rénovation, la restauration, le recyclage, la production d'énergies vertes, et l'accroissement des espaces collectifs. L'économie sociale doit davantage être soutenue dans ces activités et au-delà de l'insertion, sans exclure ce qui se fait déjà.
- Les subsides publics relatifs aux titres services doivent être conditionnés à l'octroi de contrats à durée indéterminée et à la formation du personnel en lien direct avec le métier exercé ou avec d'autres professions.

## Reconnaître les droits de tous les travailleur/ses quelque soit leur origine

- Protéger les travailleur/ses victimes d'exploitation et créer une possibilité légale de régulariser la situation des travailleurs et travailleuses sans papiers suite à une action syndicale ou à l'intervention de l'inspection sociale sur le lieu de travail.

## Combattre les inégalités Homme-Femme

- Augmenter les moyens financiers pour lutter contre les violences conjugales.
- Réduire la reproduction des inégalités sexuées dans le système éducatif.
- Promouvoir des campagnes et des actions positives pour réduire l'écart salarial entre hommes et femmes.

## Rendre l'enseignement accessible à toutes et tous

- Faire en sorte que tous les Bruxelloises et Bruxellois puissent sortir du système scolaire avec un esprit critique et avec un diplôme.
- Construire de nouvelles écoles.
- Renforcer l'apprentissage des langues en prenant des accords avec la Communauté flamande.

## Augmenter l'offre de formation et d'insertion socio-professionnelle

- Elargir et renforcer l'offre de formation de manière à renforcer notamment la présence des femmes.
- Augmenter le nombre de filières de formation vers les métiers particulièrement développés dans la ville (rénovation, urbanisation, sécurité, mobilité, espaces publics, équipements collectifs) en veillant à l'accessibilité des femmes aux formations.

## Assurer un logement décent à toutes et tous

- Afin d'encadrer la formation (la hausse) des prix des loyers, le gouvernement doit promulguer rapidement une ordonnance établissant des loyers de référence par quartiers, sur base de grilles indicatives, contenant notamment des critères énergétiques ainsi que l'état du bien. Une allocation loyer doit être instaurée, de telle manière que l'accès à un logement avec loyer encadré ne dépasse pas un montant équivalent à 30% des revenus. En attendant un encadrement qui permettra de généraliser, cette allocation doit être utilisée pour loger des locataires à faible revenus dans le parc privé socialisé et dans le parc public, ainsi que chez les privés conventionnés.
- Accélérer la construction de logements à finalité sociale, soutenir la rénovation, obliger les communes à programmer une politique de logements sociaux pour la Région en leur responsabilité propre, obliger les propriétaires de bureaux à transformer ceux-ci en logements, après une vacance prolongée.
- Prévoir un mécanisme de captation des plus values réalisées par la construction de logements «haut de gamme» et ce par tout moyen adéquat (charges d'urbanismes, voie fiscale,...).

## Lutter contre la précarité énergétique

- Préserver les mesures bruxelloises de protection sociale des consommateurs, caractérisées par l'octroi temporaire du tarif social, l'absence de compteur à budget ou communiquant, et le recours systématique à la justice de paix pour toute décision de coupure.
- Mettre en œuvre une tarification solidaire et progressive de l'électricité pour les ménages, qui tienne compte de l'existence de compteurs collectifs comme des chauffages et des boilers électriques.

## Développer les transports collectifs publics et les modes de déplacements actifs

- Maintenir le caractère public des transports en commun tant STIB que SNCB.
- Investir en priorité pour la mise en place d'un Réseau Express Bruxellois (utilisation du réseau ferroviaire déjà existant dans la Région).
- Rendre les transports en commun accessibles aux personnes à mobilité réduite soient renforcés, tant en ce qui concerne l'accès aux voiturettes qu'aux infrastructures des gares et des points d'embarquement en surface.
- Accélérer le développement du réseau cyclable bruxellois.

## Résister à la marchandisation des secteurs de la santé et du social

- Garantir le droit pour chaque individu à l'accès à la santé, aux soins et au bien-être dans un modèle solidaire dont le meilleur garant est celui de la sécurité sociale. Dès lors et dans le cadre de la 6e réforme, le secteur santé ne peut être l'objet de marché, de confiscation par la sphère privée marchande.
- Prendre en considération des besoins collectifs, des modèles durables, des alternatives dans le cadre des politiques régionales.
- Inverser la notion de clients ou bénéficiaires en approche des individus, en mettant la personne au centre. Les femmes réclament le droit d'être informées, d'être accueillies et écoutées sans jugement par le personnel médical.
- Définir des critères de reconnaissance des métiers liés à l'aide aux personnes y compris l'aide à domicile.

## Garantir une place d'accueil de qualité à chaque enfant

- « Un enfant = une place d'accueil de qualité » couvert à 100 %.
- Tout milieu d'accueil doit recevoir un financement de base suffisant.
- Les professionnel-le-s du secteur doivent être reconnus et valorisés.
- Étendre et créer des structures d'accueil de la petite enfance particulièrement pour les personnes inscrites en formation professionnelle.

## Arrêter les dérives du libre échange

- Le Parlement bruxellois doit clairement et fermement s'opposer au traité de libre échange qui se négocie actuellement avec les Etats Unis (TTIP).



## ET L'EUROPE SOCIALE C'EST POUR QUAND?

Le MOC de Bruxelles a envoyé trois questions à quelques candidats à l'Europe.

**Marie Arena**

Première sur la liste Europe PS



Licenciée en économie, elle est immédiatement attirée par le secteur social. Au sein du FOREM, elle a créé un service « financements européens » pour la formation professionnelle. Forte de cette expertise et motivée par le désir d'agir au niveau politique, en 1999, elle s'engage au PS. A partir de 2000, elle occupe différents postes ministériels en Wallonie (notamment en charge de l'emploi), à la Communauté française (notamment en charge de l'enseignement) et au fédéral (notamment en charge des pensions et de l'accueil des demandeurs d'asile). Pour elle "l'école devrait constituer notre principale préoccupation".

**Jean-Marie Constant**

6ème suppléant liste Europe Ecolo



Issu d'une famille populaire, dès sa jeunesse, il s'est engagé dans différents mouvements (patro, mutuelle...) et dans de multiples combats pour plus de justice, ici et dans le monde. Très vite, le syndicalisme devient son outil de lutte privilégié. Il s'implique à travers la Wallonie (Huy/Tournai/BW...) et Bruxelles pour terminer à Namur-Dinant et président de la CSC Wallonne. Aujourd'hui, il veut élargir sa militance CSC/MOC en s'engageant politiquement à Ecolo. Pour lui "les plus démunis de demain seront aussi les premières victimes du réchauffement climatique".

**Aurélié Decoene**

Première sur la liste Europe du PTB-go



Elle est présidente de Comac, le mouvement des jeunes du PTB. Elle a étudié les sciences politiques et économiques à l'ULB, où elle s'est notamment concentrée sur la grève européenne des dockers "qui a par deux fois gagné contre l'UE". Elle y voit un modèle pour l'action de gauche au niveau européen, passant par une solidarité syndicale organisée de manière transnationale et un travail de pression vers le Parlement européen. Elle a vécu en Espagne où elle a participé au mouvement des Indignés.



Dessinateur: Sélim,  
déjà conscient des dangers du TIP du haut de ses 13 ans...



## QUESTION

Vous opposerez-vous à la logique européenne actuelle, qui au nom de la compétitivité et de la gouvernance économique, fait payer la crise aux populations (libéralisation des services publics, coupes dans les dépenses sociales, attaque contre les salaires et les systèmes de protection sociale, etc.)? Quelles alternatives proposez-vous ?

## RÉPONSES

Jean-Marie Constant - Ecolo

Ma réponse est clairement : oui. Déjà au cours du mandat actuel, lors des négociations sur les règles de la gouvernance économique, avec Ecolo et les Verts européens, nous avons déposé un grand nombre d'amendements pour éviter qu'elle ne soit soumise à l'austérité. Nous avons plaidé pour l'insertion de mécanismes adéquats et pour l'immunisation de certaines dépenses publiques (éducation, santé, notamment). Nous avons tenté de compléter la gouvernance d'un volet social faisant intervenir les partenaires sociaux et les Ministres de l'Emploi. Nous avons également introduit des amendements afin d'éviter que les interventions européennes prises dans ce cadre n'empiètent sur le dialogue social et la politique salariale ou le droit de grève. Nous souhaitons le démantèlement de la "troika" (Commission/BCE/FMI) afin que la Commission soit entièrement responsable devant le parlement européen pour les interventions dans les pays en difficulté. L'un de nos chevaux de bataille a tenu dans la publicité des méthodologies, hypothèses de travail, etc. utilisées pour fonder la prise de décision européenne (afin d'éviter qu'une poignée de technocrates déterminent seuls les orientations à prendre).

Si nous avons réussi à faire passer certains de ces points dans les législations, nous voulons saisir l'opportunité de leurs prochaines révisions pour aller plus loin encore: Ecolo veut mettre sur pied d'égalité la consolidation budgétaire d'une part, et les objectifs sociaux et environnementaux d'autre part. Cela devra également s'accompagner d'un revenu minimum européen (égal à 60 % du revenu médian national).

Par ailleurs, avec Ecolo, nous souhaitons la mutualisation de la dette publique (euro-obligations, fonds de rédemption) et octroyer une licence bancaire au Mécanisme Européen de Stabilité pour que les Etats membres puissent se financer à taux faible auprès de la BCE.

Ecolo veut annexer au Traité un protocole social et que celui-ci soit rendu contraignant et s'inscrive dans l'esprit d'une clause de non-régression sociale. Cette clause permettrait d'orienter les décisions de la Cour de Justice de l'Union européenne et aux organisations représentatives et légitimes de la société civile de se tourner vers la Commission, lorsqu'elles estiment qu'une politique nationale viole cette clause. Enfin, Ecolo souhaite élargir le rôle de la BCE pour qu'elle tienne compte de la situation de l'emploi.

Aurélie Decoene - PTB-go

Les organes internationaux condamnant l'austérité se multiplient : après certaines critiques du FMI, c'est au tour du Conseil de l'Europe à avoir jugé avec sévérité les politiques de l'UE dans certains de ses Etats-membres : « Certaines mesures d'austérité adoptées en réponse à la crise économique ou leurs effets cumulés constituent des violations de la Charte sociale européenne. (...) La pauvreté et les inégalités sont en progression depuis le début de la crise. Un nombre accru de personnes tombe dans la pauvreté, les pauvres s'appauvrissent encore, il devient de plus en plus difficile de s'arracher à la pauvreté. Le Comité estime que "vivre en situation de pauvreté et d'exclusion sociale porte atteinte à la dignité de l'être humain". Il est de fait que la pauvreté et l'exclusion sociale font obstacle à l'exercice d'un grand nombre de droits fondamentaux, qu'ils soient économiques et sociaux ou civils et politiques. Réduire la pauvreté et y mettre fin doit donc constituer une urgente priorité pour le Conseil de l'Europe. »<sup>1</sup>

C'est dans ce cadre que le Traité budgétaire européen (TSCG) – qui impose l'austérité à durée indéterminée sous peine de sanctions financières – a été voté par tous les Parlements belges en 2013. Le Parlement wallon, à majorité PS-cdH-Ecolo, s'est lui distingué par un vote à... l'unanimité.

Ce vote, qui restera dans les annales, vient confirmer une orientation de longue date. Il y a eu en 2013 5.700 nouveaux millionnaires en Belgique. Un petit pourcent de la population continue à s'enrichir, alors que le gouvernement Di Rupo fait payer la crise aux travailleurs : aux chômeurs, aux femmes qui travaillent à temps partiel, aux ménages à deux salaires. Ce sont 28 milliards qui ont été coupés dans les budgets depuis 2011. Des dizaines de milliers de travailleurs, avec ou sans emploi, seront exclus du chômage au 1er janvier 2015 : s'agit-il d'une politique de « rigueur » ? Non : il s'agit d'une politique d'austérité pleine et entière, d'une ampleur encore bien plus grande que le Plan Global des années 1990.

Avec le PTB-go!, nous plaidons pour le retrait du TSCG et une inversion des priorités. Au lieu de nous faire payer la crise, mettons à contribution ceux qui en sont responsables : les spéculateurs, les grands banquiers et les millionnaires. Voilà pourquoi le PTB-go! propose l'introduction en Belgique d'une taxe des millionnaires. De 1 à 3% sur les fortunes supérieures à 1,5 millions d'euros, elle rapporterait plus de 8 milliards d'euros. Pas un impôt symbolique : mais un impôt qui répond au besoin criant de redistribuer les richesses. Risque de fuite des capitaux ? L'exemple français montre que moins de 2% des ménages concernés ont déplacé leur domicile fiscal, principalement en Belgique. Introduire une taxe des millionnaires en Belgique serait par ailleurs un acte concret de solidarité avec les travailleurs en France.

<sup>1</sup> Situation de la démocratie, des Droits de l'Homme et de l'Etat de droit en Europe, Rapport établi par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, mai 2014.





Marie Arena - PS

Comme le PS le fait en Belgique, les députés socialistes belges au Parlement Européen privilégieront une approche qui, tout en veillant à maintenir un niveau de dette et de déficit raisonnable pour éviter de reporter la charge sur les générations futures, soutiendront une dynamique de relance.

Ce qui signifie qu'il sera important de donner plus de temps aux Etats membres pour qu'ils respectent les objectifs fixés, de mesurer non seulement les objectifs atteints en terme de dette et de déficit mais aussi et surtout en terme d'emploi, de santé, d'éducation en fait en terme de bien être de la population et enfin de permettre des dépenses d'investissement nécessaire à la relance économique et à la protection des citoyens et de leur bien-être.

Nous souhaitons que chaque Etat membre puisse faire les choix qui lui reviennent pour atteindre les objectifs qui lui sont propres et non pas se faire imposer des orientations dictées par des instances non démocratiques telles que la troika.

Pour nous, l'Union européenne doit être là pour renforcer les Etats et non les affaiblir ! On ne peut demander aux Etats de la zone euro de conduire des politiques de relance en même temps qu'ils doivent assainir leurs finances. Il faut arrêter les politiques d'austérité aveugles et brutales imposées par la droite. L'Europe doit pouvoir soutenir les Etats membres avec plus de moyens propres pour pouvoir mener une véritable politique de relance. C'est ce que nous plaçons et que nous appelons le volet de la solidarité européenne qui viendra compléter le volet de la responsabilité.

Nous souhaitons revoir les règles de la nouvelle gouvernance économique européenne en instaurant plus de flexibilité dans la surveillance budgétaire et en permettant plus de solidarité entre les Etats (Eurobonds ou fonds européen de soutien).

Enfin, en tant que socialistes européens, nous voulons mettre en place un Pacte d'investissement social européen qui permettrait d'équilibrer les critères économiques et budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance révisé par des critères sociaux et d'emploi avec des objectifs précis et contraignants. Ce pacte se baserait sur 3 piliers : la promotion d'un taux d'emploi élevé et la garantie d'une protection sociale forte assortie d'une gouvernance sociale, des instruments européens qui permettent d'atteindre ces objectifs sociaux (salaires minimum européens, garantie jeunesse, construction d'un socle de protection sociale, préservation des services publics,...), et des enveloppes suffisantes pour l'investissement social. Tout cela, y compris la révision de la directive « détachement des travailleurs », nous permettra de lutter efficacement contre le dumping social qui nuit terriblement au bien-être de TOUS les travailleurs !

## QUESTION

En matière fiscale, défendez-vous une harmonisation fiscale européenne ? Si oui, laquelle ? Comment comptez-vous lutter contre les paradis fiscaux, les activités hors bilan et abolir le secret bancaire ? Quelle forme devrait prendre la taxe sur les transactions financières pour être significative ?

## RÉPONSES

Aurélie Decoene - PTB-go

Aujourd'hui, la (faible) fuite des capitaux en France est le prétexte pour ne pas introduire de taxe des millionnaires en Belgique. La casse des salaires en Allemagne est le prétexte pour bloquer les salaires en Belgique à travers la norme salariale. L'Union européenne actuelle est une Europe de l'inégalité et de la concurrence. Or là où le marché est la loi, l'inégalité est la règle.

Armer l'UE actuelle de l'outil fiscal entraînerait une spirale vers le bas de la taxation des plus riches et des multinationales. Elargir le champ de compétences actuel de l'UE sans une profonde remise en question de ses objectifs n'est pas notre option. Le PTB-go! soutient un projet positif pour l'Europe : une Europe qui sert à harmoniser les droits sociaux et démocratiques vers le haut. Qui s'appuie sur les meilleurs exemples des législations nationales : qui ferait en Belgique et ailleurs la promotion de l'impôt sur la fortune français. Qui ferait en France et ailleurs la promotion de l'indexation des salaires belge, qui montre depuis 2009 qu'il protège durablement le pouvoir d'achat de la population.

A l'unanimité, le Conseil européen a le pouvoir de prendre n'importe quelle mesure qu'il estime nécessaire pour atteindre l'un des objectifs du traité en cohérence avec le marché européen. Par exemple, introduire un impôt sur la fortune à l'échelle européenne. Le PTB-go! soutiendrait bien entendu toute mesure allant en ce sens. La levée du secret bancaire, dans chaque pays ou à l'échelle européenne, en est une condition évidemment indispensable.

Autre ingrédient indispensable d'une Europe fiscalement juste : une taxe sur les transactions financières, qui porterait sur toutes les transactions, y compris les opérations de change et les produits dérivés. Etant donné les risques systémiques que représentent les produits dérivés et la spéculation dont ils sont le fruit, le PTB-go! plaide par ailleurs pour leur interdiction. Nous demandons également l'interdiction des hedge funds et de la spéculation à court terme.



Les Etats membres de la zone euro doivent s'engager dans la voie de l'harmonisation fiscale et sociale afin d'en finir avec une concurrence préjudiciable à tous. Il ne s'agit pas de niveler les systèmes sociaux par le bas, mais au contraire d'instaurer des standards communs en matière de fiscalité et de protection sociale au-dessous desquels les Etats membres ne peuvent descendre.

L'absence d'harmonisation ou de coordination en fiscalité directe au niveau européen a pour conséquence que chaque Etat membre entre en compétition avec les autres pour attirer le capital sur son territoire et ce au détriment de ses citoyens nationaux.

Il faut lutter contre le dumping fiscal en Europe mais également mettre tout en œuvre pour développer des régimes fiscaux progressifs et redistributifs en ce qu'ils contribuent au financement des systèmes de protection sociale européens.

Il faut également lutter contre les paradis fiscaux. Les révélations liées à l'Offshore leaks ont confirmé ce que le PS dénonçait depuis des années : la fraude fiscale a un impact considérable sur les recettes des Etats. Elle représente aujourd'hui en Europe 850 milliards d'euros perdus tous les ans auxquels il faut ajouter 150 milliards d'euros d'évasion fiscale, soit un montant total de 1.000 milliards d'euros, l'équivalent du budget européen pour sept ans perdu tous les ans !

C'est pourquoi, de manière générale nous demandons:

- l'instauration d'une taxe progressive sur les revenus du capital (et/ou un impôt sur la fortune articulé autour d'un socle fiscal commun) au niveau européen ainsi que la mise en place d'un cadastre des fortunes européen ;
- l'instauration au niveau européen d'un impôt des sociétés minimum et une harmonisation des bases imposables pour stopper la concurrence fiscale entre Etats, qui profite essentiellement aux groupes transnationaux ;
- de limiter, aux niveaux belge et européen, la déduction d'impôt étranger aux seuls impôts qui ont été effectivement payés à l'étranger lorsque les bénéficiaires sont des groupes multinationaux
- de lutter plus efficacement contre les paradis fiscaux à l'intérieur de la zone euro et surveiller les mouvements de capitaux vers les places financières off-shore (paradis fiscaux) en recourant au marquage des capitaux par l'utilisation de la TTF ;
- de poursuivre les travaux pour lutter contre la planification fiscale agressive des multinationales et des paradis fiscaux ;
- d'établir un code de conduite sur les pratiques fiscales dommageables et impulser une action déterminée au niveau de la Belgique afin que le plan d'action de l'OCDE relatif à l'érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (dit plan BEPS) vers l'étranger aboutisse et assure une juste contribution fiscale des entreprises multinationales ;
- de s'engager activement dans la mise en place d'une plateforme multilatérale visant à étendre l'application de la directive épargne à tous les instruments et acteurs financiers et à prévoir l'exclusion du marché européen pour les entités non participantes à l'échange automatique d'informations sur les avoirs déposés par les citoyens de l'Union européenne dans des banques d'autres Etats membres.
- d'instaurer une véritable régulation du système financier international, notamment en démantelant les paradis fiscaux, et en luttant contre les pratiques d'évasion fiscale en obligeant, par exemple, les firmes multinationales, à fournir dans leurs comptes annuels consolidés, le détail, pays par pays, de l'implantation de leurs filiales, du nombre d'employés de celles-ci, du volume du chiffre d'affaires et des impôts payés, afin de faire correspondre les niveaux de contribution fiscale dans chacun des pays à la réalité de l'activité économique ;

En ce qui concerne la taxe sur les transactions financière les socialistes belges et européens sont à la pointe de ce combat et se sont battu pour son inscription à l'ordre du jour de l'Union. Il faut poursuivre le combat pour instaurer une taxe sur les transactions financières (TTF) destinée à lutter contre la spéculation, dont le champ d'application couvre les transactions sur l'ensemble des actions, obligations, opérations de change et produits dérivés de toute sorte, intégrant toutes les institutions financières qui interviennent dans une opération en rapport avec un titre émis dans un Etat membre et non limitée aux institutions situées sur le territoire.



Jean-Marie Constant - Ecolo

Nous plaillons pour, au-delà de l'harmonisation de la base imposable des bénéfices des sociétés, la fixation d'un taux minimum d'imposition effective qui deviendrait une nouvelle ressource propre de l'UE alimentant le budget européen. Afin de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, nous voulons supprimer le secret bancaire en généralisant l'échange automatique d'informations des personnes physiques et morales entre les administrations fiscales européennes sur toutes les formes de revenu et de patrimoine (les comptes épargne, les contrats d'assurance-vie, les revenus immobiliers, dividendes, plus-values ...). Des accords bilatéraux d'échange automatique d'informations doivent être négociés avec des pays extra-européens. Enfin, nous voulons instaurer des règles permettant de taxer les revenus d'une société basée dans un paradis fiscal et qui serait liée à une société belge.

La nouvelle législation bancaire européenne (CRDIV) introduit une disposition historique, à l'initiative des Verts, en matière de lutte contre les paradis fiscaux : dès 2015, les banques seront obligées de divulguer publiquement pour tous les pays où elles sont actives, des détails de leurs activités, en particulier leurs profits et pertes, les taxes payées et les subventions reçues, le personnel employé et le nom des entités légales sous lesquelles elles opèrent. Complémentairement, Ecolo est favorable à l'application de sanctions envers les banques impliquées dans des activités offshore : retrait de la licence bancaire, interdiction de collecter des dépôts ou encore la taxation des flux financiers à destination ou en provenance de sociétés situées dans des paradis fiscaux. Concernant ce dernier point, une banque belge qui aurait - par exemple - un véhicule d'investissement hors bilan dans un centre offshore, serait taxée en Belgique sur les bénéfices qui y sont générés.

## ◆ QUESTION

Soutiendrez-vous les accords de libre échange en cours avec le Canada et les Etats-Unis qui risquent d'aboutir à la marchandisation de services publics, à l'affaiblissement du pouvoir législatif et à la diminution des normes sociales, sanitaires et environnementales, le tout au profit des multinationales ?

## ◆ RÉPONSES

Marie Arena - PS

Pour les socialistes l'Union doit promouvoir plus qu'elle ne le fait aujourd'hui le « juste échange » c'est-à-dire un commerce international fondé sur les principes de réciprocité, d'équilibre et de respect des règles établies par les grandes conventions internationales (normes sanitaires, sociales, environnementales et démocratiques).

Les européens ne doivent pas se résigner à être les seuls à appliquer des normes environnementales, sociales, ... au détriment de leur compétitivité. Nous devons être capables d'instaurer des écluses tarifaires aux frontières de l'UE pour répondre à un partenaire qui ne respecterait pas les conditions d'une juste concurrence.

Le juste échange que nous défendons s'oppose ainsi au libre-échange généralisé tel que mis en œuvre par les libéraux depuis plus de 30 ans mais aussi au protectionnisme de repli que préconisent l'extrême droite et l'extrême gauche.

C'est dans ce cadre que nous envisageons les négociations avec le Canada et les USA et ce avec un contrôle démocratique et en toute transparence. Le parlement européen a déjà exercé son droit de veto en rejetant le traité ACTA sur la contrefaçon par exemple.

Dans ce contexte, les Américains ne pourront pas nous imposer leurs normes et leurs standards au détriment de nos choix de société décidés démocratiquement.

Non. Les Ecologistes sont au niveau du Parlement européen le seul groupe qui a refusé de soutenir les deux résolutions demandant l'ouverture des négociations. Et cela, pour les raisons suivantes :

1. Le projet écologiste vise à la relocalisation de l'économie ; il s'agit ici de réduire les nuisances environnementales liées au transport des biens et services et, sur le plan social, réduire les pressions qui pèsent sur les travailleurs du fait de la concurrence de plus en plus intense qui se joue entre eux du fait de la mondialisation. Cet accord (TTIP) va dans le sens contraire en voulant réaliser un grand marché transatlantique dont le principal but tiendra dans l'essor du commerce intrabranche. Je peine vraiment à voir quel est l'intérêt général de ce genre d'accord, sauf pour les grandes entreprises et leurs actionnaires. En effet, 80 % des exportations US sont concentrées dans les mains du 1 % des entreprises les plus grosses ! En Europe, c'est à peu près pareil. Cela suffit à démontrer la puissance des grandes entreprises et que les PME ne seront pas en mesure de leur résister.
2. Selon les analyses de la Commission, l'accord créerait 400.000 emplois. Ce type de projection ne repose sur rien de fiable. Deux exemples en attestent. Les résultats de l'Acte Unique Européen dont on attendait monts et merveilles ont été loin en deçà des attentes parce que les études préliminaires avaient négligé un « détail » : les économies d'échelle. Autre exemple : l'administration Clinton avait vendu à l'opinion publique US l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA) avec le Canada et le Mexique en affirmant qu'il créerait 20 millions d'emplois. A posteriori, il en a détruit, en net, 900.000 unités à cause d'une intensification de concurrence...
3. Le TTIP veut essentiellement réduire les barrières dites non tarifaires, c'est-à-dire les normes. Or, les normes sont conçues pour répondre à des questions de santé publique, de sécurité publique, de protection des consommateurs ou de l'environnement en fonction du degré d'ambition et de la manière de voir les choses des populations sur ces différents sujets. Faire converger les normes, cela revient à nier l'identité des populations, européenne ou américaine d'ailleurs. Néanmoins, nous ne sommes pas contre le fait que, par exemple, les rétroviseurs homologués aux Etats-Unis soient automatiquement reconnus en Europe. Il y a une pléthore d'exemples de ce genre qui faciliteraient la vie d'entreprises et des consommateurs. Mais, pour régler ce genre de question, des conventions sectorielles peuvent faire l'affaire. Pas besoin d'un TTIP!
4. Au sujet des barrières non tarifaires, on se souvient que la fameuse directive Bolkestein poursuivait également cet objectif de les éliminer, afin de faciliter la liberté de circulation des services et d'établissement des entreprises. Pourtant, on s'est rendu compte que, sous cette appellation, on faisait rentrer par exemple les documents sociaux qui permettent aux inspections du travail de contrôler que les travailleurs détachés étaient bien bénéficiaires des lois nationales. Donc, derrière ce vocable, il y a de gros enjeux, y compris pour notre modèle social et nos ambitions environnementales. J'imagine bien les dégâts si, par exemple, les Américains considèrent que l'information/consultation des travailleurs est une barrière non tarifaire, de la paperasserie qui leur coûte du temps et de l'argent.

Non, le PTB-go! ne soutiendra pas cet accord de libre-échange transatlantique, qui n'offrira de liberté qu'aux seules multinationales. Les droits de douane n'existent quasiment plus aux frontières de l'UE. La liberté accrue que retireraient les multinationales de ce traité ne pourrait donc avoir d'autre issue que d'affaiblir ce qu'on appelle discrètement les « barrières non-tarifaires ». De quoi s'agit-il en réalité ? Des normes sociales et environnementales qui nous protègent en tant que travailleurs et consommateurs. La clause d'arbitrage qui prévoit que les multinationales pourraient opposer les législations nationales devant des tribunaux privés met également en grave danger nos droits démocratiques.

A travers la signature de ce traité, la droite nous fait miroiter des espoirs de croissance. Croissance des salaires ? Bien sûr que non. Du bien-être au travail ? Non plus. De la qualité de l'air et de l'investissement dans les énergies renouvelables ? Toujours pas. Croissance de quoi alors messieurs Michel, De Gucht et consorts ? Des dividendes et de rien d'autre. Cette voie-là, ils la suivent déjà depuis plus de trente ans, avec les conséquences que l'on connaît.

Le PTB-go! plaide donc pour un arrêt immédiat de ces négociations. Si les négociations devaient aboutir et être soumises au vote au Parlement européen, le PTB-go! appelle tous les partis qui y sont représentés à s'engager dès aujourd'hui à refuser ce projet de traité.

Mais il est surtout possible que ces négociations n'aboutissent pas, à condition de poursuivre et amplifier la mobilisation qui a pris essor ces derniers mois. Les dockers ont réussi à faire rejeter deux fois le Port Package, contre l'avis de la Commission. Le mouvement social et syndical a réussi à faire rejeter le projet d'ACTA. Il est possible de faire échouer le projet de Traité transatlantique en informant, en se mobilisant et en faisant pression sur les élus du Parlement. C'est ce rôle que joueront les élus du PTB-go! dans les différents parlements où ils seront élus : être les relais, les porte-voix des mouvements sociaux et syndicaux, qui s'opposent à l'austérité, au Traité transatlantique et autres prétextes à déconstruire les droits du monde du travail.

L'explosion des inégalités est une bombe à retardement. La politique d'austérité et du tout à la compétitivité défendue par l'UE et relayée par les gouvernements belges nous fait foncer droit dans le mur. Le PTB-go! propose de prendre, maintenant, la première à gauche, vers une Europe de la solidarité et de la coopération.

**ENVIE  
D'OGM  
AU PETIT  
DÉJEUNER ?**

**RENDEZ-VOUS LE 15 MAI À BRUXELLES**

LE TTIP NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ  
LE TTIP NUIT GRAVEMENT À LA DÉMOCRATIE

Dessin de Pierre Cottiniaux (CADTM)

Pour s'abonner  
au Chou de Bruxelles,  
versez  
8 euros sur le compte  
799-5501554-07  
avec la mention  
« abonnement au Chou ».

Éditrice responsable:  
Myriam Djegham  
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles  
Impression : CF2m ASBL  
avenue du Parc, 87-89  
1060 Bruxelles  
tél : 02/538 01 92  
fax : 02/534 38 89  
Design : Pixel & CO



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission  
Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

**culture.be**